

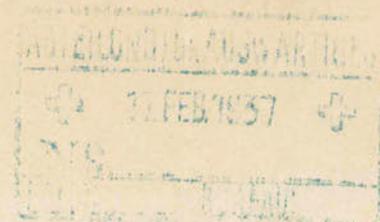
№ 14 10. II. 1937.

LÉGATION DE SUISSE

EN POLOGNE E/F

Varsovie, le 6 février 1937.

N° E-1
à rappeler dans la réponse



Eu curialaki
10.2.37

Rapport Politique No. 1

La situation intérieure.

Lernich
am 17. 2. 37
L

Monsieur le Président de la Confédération,

Il est fort malaisé de faire concevoir une vue claire du spectacle offert aujourd'hui par la vie politique intérieure de la Pologne. Tous ceux qui, au début de cette année, se sont appliqués à dresser le bilan des derniers mois se sont du moins rencontrés dans la même constatation, ou le même aveu, d'une désagrégation générale, déjà consommée dans le camp gouvernemental et en progrès dans celui de l'opposition, tant de droite que de gauche.

L'ancien "bloc sans partis" qui, sous la direction du colonel Sławek, était au service de la politique du Maréchal Pilsudski et sur lequel s'appuyaient les gouvernements d'alors, ce "bloc sans partis" est complètement dissous et n'a été remplacé, jusqu'ici, par rien. Le Gouvernement d'aujourd'hui s'appuie directement et uniquement sur la confiance du Président de la République et du Maréchal Smigły-Rydz. Le colonel Sławek, qui, jusqu'en mai dernier, sept mois après sa chute du pouvoir, présidait encore la très importante Association des Légionnaires, n'est plus aujourd'hui que le chef d'un des groupes - le plus impopulaire - autrefois fondus dans le bloc homogène et qui aujourd'hui rivalisent au sein du Parlement, tout en manifestant la tendance à se subdiviser encore en sous-groupes. L'impopularité de Sławek, qui détermina sa

Monsieur G. MOTTA, Président de la Confédération,

Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e



- 2 -

chute, est due avant tout à ce qu'il est l'auteur de cette loi électorale baptisée "du trou d'aiguille", parce qu'elle rend l'accès au parlement aussi difficile que le passage d'un chameau par le trou d'une aiguille. Malgré la sorte d'abdication dont il avait donné le spectacle en mai dernier - il avait laissé annoncer qu'il se retirait de la politique active - on lui prête maintenant l'ambition de jouer prochainement un rôle. Il ne sort guère encore personnellement de la coulisse, mais son groupe se démène pour lui. Et cette activité marque, de la part de ce groupe des "colonels", une évolution, en tant qu'elle adopte une allure fortement antisémite. L'antisémitisme est considéré à l'heure actuelle comme l'attitude la plus rémunératrice par les groupements politiques polonais en quête de popularité. C'est que l'antisémitisme est une vague de fond qui, partie des milieux nationalistes formant l'aile droite de l'opposition, déferle aujourd'hui un peu dans toutes les directions; elle n'a pas eu de peine à soulever les paysans, que leur appauvrissement extrême consécutif à la baisse des prix agricoles a irrités toujours plus contre les Juifs, accapareurs et monopolisateurs des activités moins durement éprouvées (si non moins menacées) que sont le petit commerce, le petit artisanat, les rôles d'intermédiaire. Cette irritation paysanne a revêtu depuis un an, dans maintes régions, des formes sans cesse plus violentes, passant par degrés du boycott au pillage et à la destruction des boutiques, puis aux lésions corporelles. L'envahissement des professions libérales, tout particulièrement du barreau, par les Juifs, a dressé contre eux également les milieux intellectuels, le monde des étudiants; ces derniers ont manifesté leur hostilité par les procédés les plus directs.

Le mouvement est devenu si général et si irrésistible que le Gouvernement, pour ne pas glisser dans l'impopularité totale, a dû en tenir compte. Autrefois protecteur des Juifs, il tend à limiter de plus en plus sa protection à celle de leur intégrité corporelle.

Je reviendrai tout à l'heure sur la question juive, mais cette parenthèse sur l'antisémitisme était appelée par la mention de l'évolution constatée dans le groupe des colonels, ci-devant rien moins qu'antisémite. Si cette évolution vise à gagner les suffrages des nationalistes, des "national-démocrates", comme on désigne ce grand secteur de l'opposition, elle manque son but, car elle est accueillie, dans ces milieux, avec une froide méfiance. Un rapprochement comme celui qui paraît recherché est à un tout autre prix. Le moulin antisémite peut se passer des eaux du groupe Sławek. Les national-démocrates estiment avoir bien d'autres comptes à régler avec le chef de ce groupe, à commencer par celui ouvert par la loi électorale "du trou d'aiguille".

J'ai indiqué, en commençant, que le processus de désagrégation déjà achevé dans le camp gouvernemental s'observait aussi dans l'opposition tant de droite que de gauche. A droite, chez les national-démocrates, il s'est manifesté dans la constitution de deux groupes de sécessionnistes qui se sont mis en opposition avec les têtes du parti, sans pour autant passer dans le camp gouvernemental. A gauche, chez les socialistes, phénomène analogue, mais non encore avoué. Ce mouvement sécessionniste présente, en dépit de toutes les divergences, un caractère commun à toutes ses manifestations à

droite comme à gauche: il est le fait d'éléments jeunes partisans d'une forme autoritaire de la conduite de l'Etat. De part et d'autre on incline à reconnaître le "Führer" de la nation dans la personne du Maréchal Smigły-Rydz.

La constatation de cet état d'émiettement général et de toutes sortes d'aspirations éparses devait susciter des velléités de regroupement, d'une réorganisation, sur des bases nouvelles, de la vie politique de la nation. Je viens de mentionner la tentative du groupe Sławek et pourquoi il lui est promis peu de succès. Une autre tentative est celle qui est apparue dans l'appel lancé récemment par le "Kurier Poranny", organe qui se donne pour le porte-parole de certains ministres formant l'aile gauche du Cabinet. Cet appel était en faveur de la renaissance d'un bloc centre-gauche, par une "entente démocratique" entre l'aile gauche du camp gouvernemental et tous les groupements polonais de la gauche et du centre actuellement dans l'opposition. Cette entente fournirait, d'après ses protagonistes, le moyen de lutte le plus efficace contre le communisme, avec lequel les paysans et les socialistes ont répudié récemment encore toute collaboration. La suggestion n'a été prise au sérieux ici ni par ceux auxquels elle s'adresse, ni par les autres. La raison principale de cet accueil paraît être le manque de foi dans la vague promesse, dont elle s'accompagne, d'efforts tendant à la réforme du système électoral. Non qu'il manque, au sein du Parlement, de groupements favorables à cette réforme, mais chacun la voudrait dans un sens différent, et quant au colonel Sławek, il a annoncé qu'une tentative de modifier la loi électorale dans quelque sens que ce soit serait pour son groupe le signal d'une bataille sans merci. En présence de cet état de choses, le "Czas" (conservateur, lui-même partisan de la

réforme électorale) apprécie en ces termes la promesse du "Kurier Poranny": "une émission de chèques sans provision".

La tentative la plus sérieuse faite pour grouper les "forces vives" de la nation et fournir au gouvernement du pays un fondement national organisé, plus large que celui qu'il trouve dans la confiance du Chef de l'Etat et du Maréchal, est certainement celle dont a été chargé officiellement, déjà en mai dernier, le colonel Koc, nouveau président de l'Association des Légionnaires. Je rappelle le lien étroit qui unit le Maréchal à cette vaste association, à laquelle il avait annoncé qu'elle aurait un rôle politique à remplir. Le colonel Koc est attelé à sa tâche depuis de longs mois. La proclamation de la constitution du grand parti gouvernemental, plusieurs fois annoncée comme imminente, est toujours attendue. M. Koc se heurte manifestement à de très grandes difficultés. Il s'agit de détacher des groupements existants des forces suffisantes en faveur d'un programme qui ne saurait évidemment satisfaire intégralement tout le monde. On s'attend à ce que la nouvelle organisation, le jour où son architecte se décidera enfin à en annoncer la constitution et le programme, présente des cadres insuffisamment remplis.

Quelle est maintenant la position du Gouvernement face à une opinion publique politiquement aussi complètement désorganisée ?

Un parlement issu d'un scrutin organisé selon la loi électorale du "trou d'aiguille" et auquel les partis d'opposition s'étaient, en signe de protestation, abstenus de participer devrait, à première vue, ne pouvoir renfermer d'opposition. Les oppositions sont nées néanmoins et elles se manifestent même assez vivement. Elles ne paraissent pas

cependant de nature ni de force à faire dévier le Gouvernement des lignes qu'il assigne à sa politique dans les questions essentielles. Comme il arrive souvent, c'est le Ministre des Finances, M. Kwiatkowski, qui est le plus critiqué, en dépit des incontestables succès que sont l'équilibre réalisé dans les comptes d'Etat et le maintien du zloty à sa parité de 1926 alors qu'on dévaluait dans maint autre pays. Il a touché à trop d'intérêts privés pour que sa popularité n'eût pas à en pâtir. Il est d'ailleurs trop tôt pour porter un jugement autorisé sur l'acte principal de sa politique, cette grande entreprise d'industrialisation prévue dans le plan dit "des investissements", dont l'exécution doit s'étendre sur quatre années.

Ce qui caractérise la session parlementaire actuelle, c'est la place extraordinaire qu'y occupe la question juive. Il ne se passe pas de séance où elle ne revienne sur le tapis. Tout le reste passe en somme à l'arrière-plan. Les esprits sont trop excités sur cette question pour qu'elle ne fournisse pas l'occasion d'incessantes critiques à l'adresse du Gouvernement, auquel on reproche, entr'autres, de laisser envahir par les Israélites la presse officieuse et la diplomatie. J'ai déjà signalé l'évolution à laquelle les passions antisémites ont contraint le Gouvernement. Une loi prohibant l'abatage rituel est entrée en vigueur le 1er janvier. La "clause arienne" figure déjà dans les statuts de plus d'une association professionnelle, ou d'étudiants, bénéficiant du patronage officiel. Le Général Składkowski a lui-même déclaré que le Gouvernement salue avec sympathie "l'exode naturel des paysans du village vers la ville"; c'est prendre nettement position contre la monopolisation du petit commerce par les

Juifs. Le Gouvernement se déclare cependant résolu à ne pas tolérer la pratique, en Pologne, des pogromes à la russe. Neuf nationalistes sont présentement internés dans le camp de concentration de Bereza comme instigateurs de pogromes auxquels ils n'ont point personnellement participé.

Par ailleurs, le Gouvernement cherche la solution du problème sur le plan international, par l'émigration. Il n'y a en effet pas d'autre solution. Les Juifs sont 3.000.000 en Pologne, 350.000 rien qu'à Varsovie, et ils prolifèrent énormément. Le petit commerce et les petits métiers auxquels ils se livrent essentiellement n'ont pas plus d'avenir en Pologne qu'ailleurs; les rôles d'intermédiaire sont menacés par le progrès des coopératives dont on n'entend pas sacrifier le développement, ici, à l'intérêt de la population juive. "On ne saurait oublier, disait l'autre jour M. Miedzynski, Vice-Maréchal de la Diète, - que le problème du peuplement en Pologne est, dans une grande mesure, artificiel, créé au cours de l'asservissement ^{politique} du pays, ce qui fait qu'il n'impose aucune obligation morale à la nation polonaise. Le grand nombre des Juifs habitant la Pologne s'explique par le fait que la ligne de délimitation de l'habitat juif, tracée par la Russie, les a artificiellement agglomérés sur notre territoire. C'est là une agglomération absolument anormale, il va sans dire que, de même que chaque nation, nous avons le droit de remettre au point les irrégularités surgies dans notre vie nationale par l'effet des forces étrangères et hostiles qui ont agi contre nous."

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'hommage de mon respect.

M. Delmont